

Madagascar : Inévitables inondations ?

TV5Monde – 16/03/15



Dans le quartier d'Andavamanba, comme dans tous les bas quartier d'Antananarivo, les habitations affleurent les canaux d'évacuation chargés de détritux.

(Amandine Sellier)

A Madagascar, l'alerte inondation est maintenue depuis le passage de la tempête tropicale Chezda en janvier. Dans la capitale Antananarivo, l'histoire des inondations, des sinistrés et des maladies se répète inlassablement. Sans que jamais municipalité ou gouvernement ne prennent en main le problème. Reportage.

A l'entrée du quartier d'Andavamanba, sur le pont de Bekiraro, les ordures qui s'amoncellent dans l'eau du canal laissent entrevoir le pire. La veille, la pluie n'a pas cessé de la nuit et dans les ruelles les eaux insalubres et les déchets bloquent la circulation des habitants. « *A chaque saison des pluies, c'est la même chose, explique Joseph Ramiandrisoa, travailleurs social du programme Kolaina. Ici jamais aucun camion ne passe pour vider les bennes et les canaux d'évacuation sont très mal entretenus. Ils ne sont pas curés, alors dès qu'il pleut, ça déborde.* »

NI ANTICIPATION, NI COORDINATION

Plus de 300 000 personnes vivent dans ces plaines marécageuses situées en contrebas des collines de la capitale et traversée par 120 km de canaux qui irriguent les rizières. Depuis janvier, la tempête tropicale Chezda et les pluies diluviennes qui depuis ne cessent pas, ont fait plus de 60 000 sinistrés et une vingtaine de morts à Antananarivo. Justine, 48 ans et mère de 8 enfants, est installée ici, dans une baraque de bois de 4m² « *depuis 23 ans et jusqu'à présent, personne n'a jamais rien fait pour régler le problème. Ici c'est soit les inondations, soit les incendies.* »



Les montagnes d'ordures s'amoncellent dans les bas quartier de la capitale favorisant la prolifération des rats et le retour des maladies comme la peste ou le choléra.

Amandine Sellier

L'eau du canal a envahi les maisons de sa rue et la pluie qui n'a cessé de tomber pendant la nuit a eu raison de la toiture de fortune. Ces enfants ont été relogés chez des voisins, elle tente aujourd'hui de trouver une solution auprès de la fokontany, l'équivalent de la mairie de quartier. « *On a failli être électrocuté, on ne peut pas rester là-bas. Mais j'ai toutes mes affaires dans cette maison, je ne peux pas les laisser et risquer de me les faire voler.* »

Et c'est bien le problème du chef de la fokontany. Devant lui la liste des sinistrés venus faire part de leur situation s'allonge. Mais sur les 600 familles qui ont perdu leur toit, peu sont celles qui acceptent les solutions de relogement proposées. « *On ne peut pas les obliger à rejoindre des terrains à l'extérieur du quartier. Tout ce que je peux faire moi, c'est d'envoyer quelques gars curer le canal pour que ça ne déborde pas cette nuit. Et pourtant je sais bien que si je fais ça, ça veut dire que le quartier d'à côté sera inondé à son tour...* »



Justine : dans le quartier de 67hectares, cette famille vit à 10 dans 5mètres carrés, la plupart du temps les pieds dans l'eau.

Amandine Sellier

Car ici aucune action d'assainissement n'est coordonnée ou anticipée par l'Etat ou la municipalité. Chaque mairie de quartier entreprend ses propres travaux pour tenter de limiter tant bien que mal les dégâts. Quand une partie du canal est débouchée ici, il se rebouche et provoque des inondations quelques mètres plus loin.

DELUGES DE PROMESSES

A Antananarivo, beaucoup dénoncent l'inefficacité de la communauté d'agglomération (CUA) et du syndicat chargé du ramassage des ordures et de l'assainissement (SAMVA). Chaque année, celle-ci dispose pourtant de subséquentes subventions de l'Etat mais aussi de l'étranger (Union européenne notamment) pour résoudre le phénomène récurrent des inondations. Mais comme ces cyclones qui chaque année sont susceptibles de mettre à terre tout ce qui a été construit, les crises politiques coïncident souvent avec l'enterrement des projets d'aménagement. « *Des réunions par ci, des fonds obtenus par-là, mais on attend toujours les promesses faites et refaites !* »

Malgré le déluge régulier des aides internationales, le SAMVA lui se défend régulièrement en arguant de son manque de moyens.

Dans le quartier d'Anosibe, lui aussi construit sur les marécages, Lucas Bluman de l'ONG Interaid travaille pour l'accompagnement des familles vulnérables de ces quartiers insalubres. Avec 70 nouveaux cas dans le quartier chaque trimestre, la lutte contre la tuberculose, qui est devenue un véritable fléau dans la capitale, fait partie de ses missions. Mais dans ces environnements insalubres, où l'absence de volonté politique est criante, le combat pour la santé semble parfois vain, comme le prouve la résurgence régulière de cas de peste ou de choléra. « *On est là pour accompagner le développement dans la mesure où les politiques prennent leur responsabilité. On est arrivé en 1993 et en 20 ans il y a eu trois crises politiques majeures, alors aucune vraie mesure n'a jamais été prise. Et comme on ne s'attaque pas aux vraies causes du problème, la maladie continue de progresser.* »



Les passerelles de fortunes jallonnent les ruelles du quartier de 67 hectares, placé en zone rouge depuis la tempête tropicale Chezda fin janvier.

Amandine Sellier

PROMESSES ET YAOURTS

Le chef de la Fokontany de 67 hectares, un autre grand bidonville de la capitale, ne dit pas autres chose : « *à chaque élections, les inondations font l'objet de propositions toutes plus belles les unes que les autres. Les promesses sont criées à longueur journée dans les mégaphones, on distribue des t-shirt et des yaourts. Et une fois que tout le monde est élu, il n'y a plus personne.* »

Alors les bidonvilles continuent de s'étendre de façon anarchique à l'image de ces maisons de ciment qui poussent sur les digues des marécages et menacent de les faire s'effondrer. Trafics de permis de construire et corruption ont la plupart du temps raison de toute logique d'aménagement du territoire. Et pour beaucoup d'acteurs de terrain, si rien n'est fait pour résoudre le problème, c'est que ces quartiers sont complètement abandonnés par les responsables. « *Quand on discute avec les gens de la mairie, dans les bureaux, il disent que l'on ment, explique un travailleur social. Ils ne viennent jamais ici, ils ne connaissent pas cette réalité. Ils ne veulent pas la voir.* »

Début mars, le syndicat d'aménagement d'Antananarivo a annoncé son projet de détruire 80 bâtiments dont la construction illicite boucherait les canaux d'évacuation. Raser et détruire paraît en effet souvent la seule solution face à la saturation des sols en eaux. Mais quelles solutions de relogement seront proposées ? Les populations des bas quartiers accepteront elles de quitter ces espaces où se concentre une grande partie de l'économie informelle de l'île ? Et l'Etat indemniserait-il les familles expulsées ? Encore beaucoup de questions qui laissent supposer qu'à moins d'une vraie politique nationale et d'un aménagement concerté du territoire, les habitants endureront encore longtemps le calvaire des inondations.

Source : <http://information.tv5monde.com/info/madagascar-22344>